

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise à disposition d'un local au bénéfice du Centre Médico Psychologique Infanto Juvenile de Vallauris - Convention CASA Hôpital d'Antibes Juan les pins

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
 Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.005

Date de la convocation :
Le 22/01/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **04 FEV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **04 FEV. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service

Laurence MALHERBE
*Directrice des Affaires Générales,
du Juridique et du Contentieux*

Corinne PAVAN SANTAINÉ



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 28 janvier 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 28 janvier à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean Pierre MAURIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Richard THIERY

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a en charge la gestion des antennes de justice d'Antibes Juan-Les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

Les antennes de justice ont pour objectif l'accès au droit pour le plus grand nombre mais aussi le développement des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité.

Elles constituent un cadre privilégié pour mettre en œuvre des mesures d'accompagnement des plus jeunes dont le parcours éducatif est susceptible de prendre une orientation défavorable.

Les locaux de l'antenne de justice de Vallauris sont également partagés avec le service de la politique de la ville de la CASA dont l'objet est le déploiement de dispositifs dédiés au quartier prioritaire situé sur la commune de Vallauris Golfe-Juan et notamment les actions menées dans le cadre du Plan Local de Réussite Educative ou dans celui de la cellule de veille.

Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan les Pins, à travers le Centre Médico-Psychologiques infanto-Juvénile réalise des permanences sur Vallauris. Il s'agit d'un des lieux de consultations et de soins ambulatoires gratuit, qui accueille des enfants de 0 à 17 ans ainsi que leurs familles. La première consultation est assurée par un pédopsychiatre qui propose un projet de soin individualisé ou une orientation adaptée aux besoins de l'enfant. Une équipe de soins assume alors une prise en charge coordonnée en partenariat avec l'ensemble du réseau autour de l'enfant. La collaboration avec des intervenants extérieurs est possible en accord avec l'enfant et ses parents.

Il est ainsi convenu que les locaux de la CASA puissent être utilisés dans le cadre de réalisations d'entretiens de suivi en contrepartie d'une collaboration soutenue en ce qui concerne la prise en charge des enfants directement concernés par l'activité de l'antenne de justice et du service de la politique de la ville.

La mise à disposition de ces locaux est consentie à titre gracieux pour une durée de trois ans.

Ainsi, la C.A.S.A. s'engage à :

- Mettre à disposition un bureau dédié aux consultations d'un éducateur ou psychologue du CMP ;
- Informer le public de l'existence du service ;
- Rencontrer régulièrement les professionnels du CMP afin de faire un point sur l'organisation pratique des permanences.

Le CMP quant à lui s'engage à :

- Adopter une occupation paisible des locaux ;
- Collaborer avec les services de CASA s'agissant de la prise en charge éducative et psychique des enfants touchés par leurs activités. Cette collaboration se traduira par des échanges d'informations (dans le cadre du secret professionnel partagé) et une priorisation des orientations faites par les services de la CASA.

Une convention fixant les modalités de cette mise à disposition est ainsi proposée à l'approbation du Bureau Communautaire.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour « prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine » ;

Considérant l'intérêt que présente cette convention pour la Communauté d'Agglomération ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le principe de mise à disposition des locaux par la CASA au Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins ;
- d'approuver les termes de la convention entre la C.A.S.A. et le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins, représenté par son Directeur Général, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville, à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe de mise à disposition des locaux par la CASA au Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins ;
- d'approuver les termes de la convention entre la C.A.S.A. et le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins, représenté par son Directeur Général, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville, à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 28 janvier 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A), ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, représentée par B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville, conformément à la délibération du Bureau communautaire en date du 28 janvier 2019

Ci-après dénommée « La C.A.S.A. »

D'une part,

ET

Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins, dont le siège social est situé à Antibes, représenté par son Directeur Général, Monsieur Jérémie SECHER, agissant en lieu et place de l'établissement de santé public, nommé par arrêté en date du 4 février 2014 prenant effet au 1^{er} avril 2014

Ci-après dénommé « Le Partenaire »

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet :

La C.A.S.A. met à disposition du Centre Médico Psychologique Infanto-Juvénile du Centre Hospitalier d'Antibes, un bureau situé 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo au sein des locaux de l'antenne de Justice de Vallauris et ce, à raison de deux jours par semaine tels que définis à l'article 3.

Article 2 : Destination

La mise à disposition prévue dans le cadre de la présente convention de partenariat, est consentie gracieusement pour une durée de trois ans à titre précaire, dans le but de favoriser la prise en charge médico-psychologique de proximité des usagers de la commune de Vallauris.

Le Partenaire s'engage en contrepartie de cette mise à disposition à :

- Inscrire son action dans le cadre des objectifs du contrat de ville ;
- Travailler en complémentarité et en partenariat avec le service politique de la ville et l'antenne de Justice de Vallauris ;
- Assurer la prise en charge médico-psychologique des familles orientées par le service politique de la ville et l'antenne de Justice de Vallauris ;
- Entretenir des échanges réguliers avec la Coordinatrice du Programme de Réussite Educative (P.R.E.). Ces échanges auront pour but de nourrir les travaux de l'équipe pluridisciplinaire de soutien en y ajoutant un éclairage médicosocial le cas échéant
- Aux fins d'information, établir et produire au service politique de la ville et à l'antenne de Justice de Vallauris son bilan d'activité annuel.

Article 3 : Modalités d'utilisation des locaux

Les modalités d'occupation des locaux restent soumises à la capacité d'accueil de l'antenne de Justice et peuvent être sujettes à modifications eu égard aux éventuelles contraintes organisationnelles du service.

Le Partenaire s'engage à utiliser les locaux exclusivement en vue de l'organisation des permanences médicales et psychologiques dans les conditions ci-après :

- Les jours et horaires d'utilisation ;
 - * le jeudi (en période de vacances scolaires) de 9 heures à 17 heures,
 - * un jour par semaine de 9 heures à 17 heures dont la fixation sera déterminée en fonction de la disponibilité des locaux et des besoins exprimés par le CMP
- Le partenaire dispose du mobilier de bureau présent, de l'accès à la reprographie et au téléphone fixe ;
- Les locaux étant partagés, aucun objet ne pourra être entreposé.

Article 4 : Obligations du Partenaire

Le partenaire s'engage à respecter, en toute circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

Il devra disposer en permanence de toutes les autorisations administratives nécessaires et en justifier à la première demande.

Le partenaire s'engage de manière générale à jouir paisiblement des lieux mis à disposition et à n'apporter aucun trouble à la tranquillité du voisinage ; tels les stationnements abusifs de véhicules, bruits divers, dépôt de matériel à proximité.

Il devra les utiliser conformément à la destination ci-dessus indiquée et ne rien faire qui puisse les détériorer.

Le partenaire s'engage également à ne pas détériorer le matériel mis à disposition et à le laisser en bon état d'usage et d'entretien après utilisation.

Le partenaire s'engage enfin à adopter une consommation raisonnée d'énergie et des fournitures liées à l'utilisation du petit-équipement, telle qu'énoncée limitativement à l'article 3.

La C.A.S.A. se réserve le droit de dénoncer la présente convention si des consommations excessives étaient constatées.

Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité des personnes et notamment au titre de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique

Préalablement à chacune de ses permanences, le partenaire s'engage à communiquer à l'accueil de l'antenne de Justice la liste nominative des rendez-vous qu'il a fixés au sein de la structure.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le partenaire :

- Prendra connaissance des consignes de sécurité, tant générales que particulières, ainsi que des consignes spécifiques données par le responsable de l'unité inhérentes à la nature des activités exercées et s'engage à les appliquer ;
- Procèdera avec le responsable de l'unité à la visite des locaux ;
- S'engage lors de l'utilisation des locaux, à contrôler les entrées et sorties des usagers aux activités considérées et à leur faire respecter les règles de sécurité.

Article 6 : Assurance et sécurité

Le Partenaire sera responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou préposés.

Le Partenaire atteste être titulaire d'un contrat d'assurance en cours de validité. Cette assurance couvre les risques inhérents à l'occupation de l'espace mis à disposition, aux activités exercées et au matériel utilisé, y compris vis-à-vis des tiers.

Le Partenaire est directement responsable des locaux et du matériel mis à sa disposition. En cas de dégradations ou de vol, sa responsabilité pourra être engagée.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la C.A.S.A., le Partenaire et leurs assureurs.

Le Partenaire devra produire à la C.A.S.A., le 1^{er} janvier de chaque année, une attestation de son assureur mentionnant les garanties au titre des dispositions susvisées.

Article 7 : Conditions financières

La C.A.S.A. met à disposition ce bureau gracieusement (charges, eau, électricité, maintenance inclus) au titre de son partenariat avec le Centre Médico Psychologique Infanto-Juvénile du Centre Hospitalier d'Antibes.

Article 8 : Incessibilité des droits

La convention est conclue *intuitu personae* de sorte que toute cession des droits résultant ou sous-location des locaux mis à disposition est proscrite.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue à titre précaire pour une période de trois ans.

A l'issue de cette période, elle devra être renouvelée expressément.

Article 10 : Résiliation de la convention

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois, formulé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut également être dénoncée par la C.A.S.A. à tout moment et sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au partenaire :

- En cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou à l'ordre public,
- Si les locaux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires à celles prévues par la présente convention.

Article 11 : Règlement des litiges

Pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige à la compétence exclusive du tribunal administratif.

Article 12 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

Le Partenaire : Le Centre Hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins, 107 avenue de Nice,
06600 Antibes Cedex,

La C.A.S.A. : Les Genêts, 449 route des Crêtes, 06901 Sophia-Antipolis Cedex.

Fait en quatre exemplaires, à Sophia-Antipolis le.....

Pour le Partenaire

Pour la C.A.S.A

Le Directeur du Centre Hospitalier

Pour le Président, la
Vice-Présidente
déléguée à la Politique
de la Ville,

D'Antibes Juan-les-Pins,

Jérémie SECHER

Michelle SALUCKI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 28/01/2019
Numéro : BC_2019_005
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition d'un local au bénéfice du Centre Médico Psychologique Infanto Juvenile de Vallauris - Convention CASA Hôpital d'Antibes Juan les pins
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : tvLGRBy

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190128-BC_2019_005-DE

Acte reçu

Date : 28/01/2019
Numéro interne : BC_2019_005
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition d'un local au bénéfice du Centre Médico Psychologique Infanto Juvenile de Vallauris - Convention CASA Hôpital d'Antibes Juan les pins
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190128-BC_2019_005-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190128-BC_2019_005-DE-1-1_2.PDF

N